

editorial spécial

par Patrick Legrand

Quoi ? Un irrégulomadaire... Ça prend combien de bosses ?

Le Courrier de l'environnement de l'INRA pourrait passer pour une aberration. Trimestriel à parution erratique pour les uns, irrégulomadaire pour les autres, il prend à contre-pied la plupart des canons de l'académisme ou du monde de la communication. Pourtant, tout, de son concept à son public, est évidemment bien réel. Et vous avez entre les mains le numéro 25 de cette revue rustique peu orthodoxe.

Vanité ou étonnement, nous marquons d'une pierre blanche ce quart de centaine. C'est l'occasion de rappeler ou de clarifier les principes qui règlent le travail de toute une équipe et guident, depuis le numéro zéro, livré en septembre 1986, la patiente réalisation de chacune des parutions.

Dès l'origine, l'idée était triple.

En premier lieu, il fallait accompagner les activités de la *Cellule Environnement* naissante. C'était nécessaire pour une toute petite structure de mission qui, transversale et chargée d'un thème alors un peu sulfureux, aurait pu rapidement passer pour une « danseuse », un « placard » (*) ou un écran de fumée. Egoïstement, il fallait un *Courrier pour « exister »*.

En deuxième lieu, il fallait simultanément contribuer à condenser et à capitaliser, au sein de l'Institut lui-même, une « culture d'établissement » sur l'environnement, ses objets, ses enjeux et ses thématiques. Certes, depuis sa naissance - et nous fêterons notre cinquantenaire en 1996 -, l'INRA était traversé, pénétré même, de problématiques touchant à l'environnement. Bon nombre de chercheurs, certaines équipes, s'étaient déjà livrés aux délices de ce champ nouveau, un peu comme à un fruit défendu, à la dérobee.

Mais il y a un fossé entre l'engagement individuel ou la lettre d'un décret (**) et l'assimilation collective et efficace d'un enjeu inhabituel, voire paradoxal, par une institution, dût-elle être par nature, comme tout institut de recherche, ouverte aux interrogations nouvelles. De ce potentiel et malgré quelques inerties, devaient émerger des réseaux, des objets, des problématiques et des démarches tout à la fois scientifiquement légitimes et cohérents avec les caractéristiques particulières du champ de l'environnement. *C'est donc aussi un Courrier pour, avec d'autres évidemment, constituer un champ scientifique, susciter dans l'Institut une dynamique intellectuelle collective et fédérer des producteurs de connaissances aventuriers, pionniers et donc un peu seuls*. En somme, faire, un brin idéaliste, que l'on investisse réellement les capacités de nos neurones sur l'environnement plutôt que de l'utiliser - c'est pourtant bien humain... - comme un paravent supplémentaire pour pomper à phynances.

Enfin, à en croire notre « ours » de la quatrième de couverture, *Le Courrier* veut « faire connaître à un vaste public l'état des questions ouvertes par les chercheurs dans un domaine par nature interdisciplinaire et socialement sensible ». Un peu malhabile, la formule fleure le rapport parfois condescendant du « sachant » de droit divin à l'ignorant plébéien.

(*) Cf. Zimmer P., Lourson J.-P., 1987. *Le guide duplcard*, Le Seuil, Paris, 221 pp.

(**) Le décret du 14 décembre 1984 précise que « la protection, la sauvegarde et la gestion rationnelle des ressources naturelles et de l'espace rural » font partie intégrante des missions de l'Institut.

L'équipe du *Courrier* voudrait bien aller plus loin. Mais, si personne ne doute plus qu'il faudra bientôt instaurer un dialogue entre la société et les scientifiques, les modalités, les moyens et les canaux de cette communication d'un genre un peu particulier sont encore difficiles à concevoir et *a fortiori* à mettre en oeuvre. Et, comme d'autres, *Le Courrier* tâtonne.

Pourquoi chercher à dépasser la vulgarisation, elle-même déjà difficile, pour tenter d'ouvrir et de nourrir des débats et un dialogue ? Certaines raisons renvoient à la nature de la démarche scientifique elle-même, d'autres aux caractéristiques particulières des enjeux de l'environnement. Les unes comme les autres donnent encore matière à discussion.

La première raison, générale, tient à la nature profonde du projet de la science. « Savoir toujours davantage est une nécessité de l'esprit » (*) et le fait que cette nécessité de l'esprit soit portée collectivement, du moins dans nos sociétés occidentales, fait de la science un projet de la société toute entière. Une connaissance n'est donc réellement acquise que lorsqu'elle est socialisée et partagée.

Ce point de vue a été récemment résumé par le président de l'INRA, Guy Paillotin : « Est-ce qu'une connaissance partagée exclusivement par quelques initiés est vraiment une connaissance ? Je crois que non... Et, par conséquent, s'il est nécessaire d'établir entre initiés les formes "embryonnaires" de la connaissance, il est non moins nécessaire de participer - avec d'autres - à sa maturation en diffusant savoirs et savoir-faire dans notre société. » (**)

Que la socialisation participe à l'élaboration de la connaissance transforme la linéarité descendante de la « chaîne du savoir » et devrait modifier radicalement les modes de production des connaissances. Les objectifs, le contenu, les formes et la place à l'aval ultime du processus que l'on donne traditionnellement à la vulgarisation (dont par ailleurs la crise est patente) n'en sortent pas non plus indemnes. Ce n'est pas le lieu d'explorer toutes les conséquences de cette observation, mais il faut constater que la nature même des enjeux de l'environnement s'accorde mieux à ces nouvelles perspectives.

La deuxième raison est d'ordre plus sociologique. L'activité scientifique ne se développe pas hors de la société et les influences sont croisées, multiples et réciproques. Par ailleurs, il n'y a pas de lien automatique entre développement des connaissances et progrès (***).

Pourtant certains ont longtemps cru « la Science par essence tournée vers le Bien ». Cela dispensait d'une restitution plus profonde qu'une simple vulgarisation, déjà considérée comme très subsidiaire. Cela permettait d'éviter divers débats, sur les orientations et les finalités, sur l'application et l'utilité sociale..., de nier les influences et les contraintes que subit tout processus de production de connaissances, et même de se laver les mains de ses conséquences indirectes.

La posture de la tour d'ivoire splendide et douillette a conduit insensiblement à des ruptures avec le corps social déjà perceptibles. Cela se dit maintenant ouvertement hors des cercles confinés des chercheurs inquiets. Elle nuit aussi à la rigueur de la démarche scientifique, parfois insidieusement « polluée » par des influences incontrôlées, de natures idéologique, politique ou financière par exemple.

Dépasser une vulgarisation passive ou coupée de la réalité, informer sur les enjeux des orientations données à la science ou prises par l'appareil scientifique, mettre en discussion les orientations, les options et les futurs qui s'ébauchent, voire les *a priori* et les lubies, enrichir en retour les problématiques des apports d'une « demande sociale », aujourd'hui mythifiée mais souvent encore floue, voici quatre objectifs auxquels même un « petit canard » ou une « méchante feuille de chou » peuvent modestement tenter de contribuer.

Face aux questions environnementales, ces options - la connaissance ne prend sens que socialisée, pas de science hors la société - prennent un relief particulier. Et quelques évidences compliquent singulièrement la situation.

D'une part, l'environnement est constitué de dimensions simultanément sociales et biophysiques, et hommes et sociétés en sont maintenant les acteurs déterminants tandis que « [...] l'évolution de

(*) Michel Rio, 1995. *Manhattan Terminus*, Le Seuil, Paris, p. 48.

(**) Hubert Curien, *pour une politique internationale de la science*. Presses de l'École normale supérieure. Paris, 1994, pp. 263-268.

(***) Pour continuer à suivre Michel Rio, constatons avec lui que « savoir toujours davantage est une nécessité de l'esprit, mais peut devenir une catastrophe sociale, ce qui n'a jamais empêché l'homme de chercher à savoir. » (*op. cit.*, pp. 48-49).

l'homme est à présent non fonction de la nature, mais de la culture, donc du savoir qui fabrique son environnement » (*). Le jeu entre ces éléments - environnement, sociétés, savoirs -, est complexe.

Hétérogénéité, complexité et dépendance de la connaissance de base vis-à-vis du savoir et de la culture, s'alliant à la nécessité d'une déclinaison du local au global imposent à la socialisation des connaissances de revêtir simultanément des formes multiples, de fonctionner comme un jeu de miroirs renvoyant à divers écrans.

A la quête de pluridisciplinarité, au coeur des problématiques de recherche sur l'environnement, répondrait donc la nécessité de décliner les différents états successifs d'une connaissance sur de multiples plans, parfois très éloignés de la discipline d'origine, et sous des formes très diverses. Une telle démarche serait susceptible d'aboutir à une appropriation continue, cohérente mais différenciée pour chaque niveau de la société. La question de la couche d'ozone n'est pas qu'une affaire de chimie ou d'industrie et son évolution dépend aussi de l'attitude de millions de ménagères comme d'équilibres géopolitiques.

D'autre part, il faut constater que le contexte des recherches sur l'environnement est marqué par deux autres éléments interférant avec « le savoir qui fabrique » l'environnement de l'homme : la controverse, scientifique ou sociale, et l'incertitude. L'une et l'autre agissent sur la recherche tandis qu'elle-même les nourrit.

Des forces sociales ont contribué à faire naître les interrogations, d'autres à en ralentir l'émergence. Pour sa part la recherche produit depuis longtemps des résultats susceptibles de modifier les conditions environnementales à venir. Nul doute que les pollutions comme les progrès de l'an 2030 ne soient déjà dans nos laboratoires. S'ajoutent à ceci des choix de société plus politiques, comme la confirmation du principe de précaution à l'occasion de la loi de janvier 1995 pour le renforcement de la protection de l'environnement.

Tout cela accentue tant la nécessité de l'évaluation préalable des conséquences sur l'environnement des orientations, des programmes et des résultats, que le besoin d'une participation des scientifiques aux débats qui traversent, que certains le veuillent ou non, une société soucieuse d'assumer au jour le jour les incertitudes de son devenir.

Nourrir ces débats des éléments de l'ordre du rationnel dont la recherche dispose et des doutes qu'éprouve la communauté scientifique, sans se laisser aller aux dires d'experts ou aux actes d'autorité, n'est chose ni habituelle, ni facile.

En définitive, les disciplines (dures ou molles) et les appareils de recherche (publics ou privés) touchant aux domaines de l'environnement sont dans une situation analogue à celles et à ceux qui touchent à la santé humaine et à la médecine (**). Plus encore que les autres, ils ne peuvent s'abstraire des enjeux de société.

Décidément, publier dans le domaine de l'environnement n'est pas neutre. S'il remplit son contrat, *Le Courrier* n'a donc rien d'inoffensif. Mégalo..., l'irrégulomadaire ? Quoi qu'il en soit, il fallait un *Courrier* pour *participer aux débats* et *dialoguer*. C'est aussi une affaire de démocratie.

Ces quelques principes tentent de trouver leur traduction concrète dans chacune des rubriques du *Courrier*. Nous nous sommes fixé quatre règles : rigueur, lisibilité, mise en perspective et non-conformisme souriant. Elles désarçonnent parfois certains de ses auteurs qui prennent le risque - remercions-les et espérons qu'ils y prennent aussi du plaisir - d'écrire pour la revue. Les lecteurs qui s'en sont plaints se comptent à peine sur les doigts d'une main.

Rigueur du raisonnement et de l'exposé s'imposait d'entrée de jeu. Pour une revue volontairement - avouons-le ! - sans comité de lecture formel et composé une fois pour toutes, qui publie dans un domaine encore peu structuré, cette exigence est tout à la fois nécessaire par nature, indispensable au projet et incontournable par tactique.

(*) Michel Rio, *op. cit.* p. 48.

(**) Il y a cependant deux différences importantes. En matière d'environnement, le projet de société n'est pas aussi simple et aussi partagé que dans le cas de la santé (« la survie de l'individu »). De plus l'éventail des disciplines concernées est plus vaste et certaines d'entre elles se croyaient jusqu'à présent positivement à l'abri de l'irruption de la société.

L'éthique scientifique et le respect des responsabilités particulières d'un institut de recherche public font que la question ne devrait même pas se poser. Mais gageons aussi que si d'aucun pouvait nous prendre en défaut, notre statut de franc-tireur aggraverait la sanction. Les articles sont donc soumis à un réseau de chercheurs activé au coup par coup, choisis non seulement pour leur rigueur et leur connaissance du sujet mais aussi pour leur ouverture d'esprit. Nous ne pensons pas que la rigueur se confonde avec les conformismes.

C'est malgré tout plus difficile que dans des domaines bien balisés.

La lisibilité étendue, quant à elle, s'impose pour les raisons de fond qui ont été évoquées dans le corps de cet éditorial. Faire partager et nourrir des débats suppose de s'adapter sans état d'âme à un public volontairement composite plutôt que de s'enfermer sur un prétendu « public-cible » idéal. Conformément à nos vœux, le lectorat qui s'est progressivement constitué mêle un nombre inattendu de catégories socioprofessionnelles. Les différentes enquêtes que nous faisons régulièrement nous confirment tout comme le qu'en-dira-t-on et la rumeur. Comme nous nous astreignons à cet exercice de publication essentiellement pour être lu, que nos lecteurs soient ici remerciés de l'attention qu'ils nous portent. Augmenter la lisibilité des articles scientifiques est un exercice en soi intéressant, mais ardu, tant pour les auteurs que pour l'équipe du *Courrier*, que nous acceptons tous, avec un plaisir certain.

La troisième règle étonna parfois certains auteurs : nous souhaitons que l'arrière plan social et politique apparaisse clairement dans les articles. Les travaux d'application ne peuvent se démarquer des intentions, des arrière-pensées et des stratégies de haute volée ou de café du Commerce. Leur objet s'inscrit toujours dans un contexte local ou dans un projet de société. Et souvent, les recherches ne se développent pas, surtout en matière d'environnement, dans un contexte éthéré, à l'écart des enjeux, voire des jeux de pouvoir. On ne peut s'affranchir de cette contrainte en l'oblitérant. Les résultats en gardent d'ailleurs fréquemment les stigmates. L'angélisme est un faux-semblant.

Autant donc décrire les contextes et ne pas aseptiser artificiellement une publication d'éléments parfois plus déterminants que la quantité de matière grise investie. La rigueur se niche aussi là, dans le recul que donne une mise en perspective. A côté de l'état de l'art, les conditions de l'art... Cette mise en perspective n'est pas toujours aisée, tant dans certains cas, parfois, les réalités sont opaques, ténues ou inavouables. Selon certains, rendre compte de ces contingences serait antinomique de la publication scientifique sérieuse. Mais *Le Courrier* n'est pas une publication scientifique, n'est-ce pas!

Et puis il y a le non-conformisme souriant... Point n'est besoin d'épouser les formes coincées du sérieux de bazar pour prétendre introduire en société des références scientifiques. C'eût été à ce titre dommage de nous priver d'un ingrédient dont l'art de Robert Rousso fait bien plus qu'une cerise sur le gâteau : l'humour est donc le risque que prennent, toujours sans déplaisir, les auteurs du *Courrier* et fait une bonne part du plaisir que les lecteurs y prennent. Rigueur, lisibilité et mise en perspective ne sont pas l'exclusivité des pisse-glaçons. Le sens loge partout. Tous les moyens sont bons quand il s'agit de faire comprendre et d'ouvrir débats et esprits. L'humour donne du recul.

Ce numéro 25 n'est en définitive qu'un numéro de plus. Les enjeux et les raisons qui ont conduit cet irrégulomadaire atypique à se développer ne se sont pas évanouis. Les uns comme les autres se sont même largement confirmés.

« Mais, Mesdames, Messieurs, il existe dans notre société un autre risque de fracture, auquel vous ne pouvez pas être insensibles dans le domaine qui est le vôtre : c'est celui qui résulterait d'un éloignement entre une élite scientifique, qui manie des concepts et des techniques sophistiqués, et la plus grande majorité de nos concitoyens qui ne comprendrait pas ou, pire encore, aurait le sentiment qu'elle ne comprendra jamais. Comment pourrait-on alors reprocher à ceux qui ne savent pas d'être inquiets, facilement abusés, ou ainsi amenés à s'opposer ? Comment pourrait-on leur reprocher de refuser d'avance, alors qu'on ne leur dirait pas clairement où ils vont. » (discours de Jacques Chirac, président de la République, à l'institut Pasteur, le 28 septembre 1995)

Nous préviendrons quand nous nous estimerons obsolètes. Il est tout aussi sûr que vous nous ferez savoir quand vous nous trouverez inutiles.